



## VOEUX DE LA FEDERATION

Vincent BENOIST, Secrétaire de la fédération du Parti Communiste Français de Seine et Marne et les membres du Conseil Départemental vous souhaitent une bonne et heureuse année 2024 et tous les succès à nos aspirations communes.

**Ils vous invitent aux Vœux de la Fédération  
le SAMEDI 27 JANVIER à 11h**

suivi du verre de l'amitié

Merci de confirmer ta présence avant le jeudi 25 janvier  
par mail à : [pcf77fd@gmail.com](mailto:pcf77fd@gmail.com) ou par téléphone au 01.64.79.75.10

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

**Le conseil national du 10 décembre a fixé pour mandat au comité exécutif national (CEN) de :**

- Renforcer l'échange avec les fédérations pour développer notre campagne européenne avec 13 séquences thématiques de janvier à avril, 3 meeting nationaux, de la liste au programme.
- Conclure l'accord avec la Gauche républicaine et socialiste et la Fédération de la gauche républicaine tout en travaillant au plus large rassemblement, au-delà des forces politiques, avec des représentant·es du mouvement social qui partagent notre orientation.
- Initier le comité de soutien.
- Établir l'intitulé de la liste.
- Faire une proposition de liste complète sur la base de l'accord et des propositions de candidatures des fédérations qui sera soumise au conseil national des 3 et 4 février, avant le vote des adhérents du 8 au 10 mars.

→ Vidéo de Léon Deffontaines sur le plus important écocide de l'UE

- consacrer nationalement à cette campagne 2,6 millions d'euros ( 1million de souscription par les fédérations, 1 million d'euros de prêt par les fédérations, 500 000 € de budget du Conseil national et 100 000 € de dons.

La date ultime de transmission des candidatures au CEN est fixée au 25 janvier.

La date limite de transmission de contribution au programme est fixée au 15 février

**La fédération se fixe de répondre à plusieurs objectifs :**

- la souscription pour l'autofinancement de la campagne des européennes 15000€
- un référent par section pour animer la campagne
- un comité de soutien pour atteindre un objectif de voix nous permettant de dépasser les 5% et d'élire des euro-député.e.s



# LOI IMMIGRATION



Nous naissons et demeurons libres et égaux en droit, selon la déclaration des droits de l'homme (et de la femme) et du citoyen (et de la citoyenne). Certes, beaucoup de droits pour une vie digne restent à conquérir et certains déjà existants restent à faire appliquer, sans évoquer ceux qui ont été rognés ( retraite, santé, enseignement, formation professionnelle, code du travail, chômage, logement...). Et ce sont ces manques qui conduisent de plus en plus à faire croire que réduire des droits, fussent-ils pour les étrangers, serait une solution de soi-disant protection.

## Quelle aberration ! Et quelle ignominie !

Le 19 décembre, le déshonneur de la compromission avec l'idéologie de l'extrême droite s'est produit avec l'adoption de la loi immigration. Le Pen, triomphante, présente d'ailleurs l'adoption de ce texte comme une victoire idéologique.

→ [voir le texte commun](#) des forces politiques, syndicales, associatives qui ne se résignent pas résignons à l'arbitraire ni à l'inhumain.

Monsieur le Président : renoncez ! .....

→ [voir la vidéo de l'intervention du Président du groupe GDR André Chassaigne](#)

→ Exemples de communiqué des sections de Champs sur Marne et de Chelles contre la loi immigration

La préférence nationale n'a jamais conduit à améliorer une quelconque condition sociale et humaine pour les "autochtones". C'est, entre autres, une des leçons de la lutte des classes.

Ce texte de la honte va encore plus invisibiliser et précariser des milliers de femmes et d'hommes si utiles à notre société tout en les exploitant plus avidement, en les méprisant, en les reléguant à des êtres vivants de seconde zone et laissés à l'arbitraire d'un haut fonctionnaire d'État.

La justice et le droit sont, encore une fois, bafoués.

Sur notre planète, il n'y a pas d'étrangers, mis à part celles et ceux qui se sentent étrangers à la condition humaine, celle d'une vie digne; il n'y a que femmes et des hommes qui naissent quelque part ...

Contrairement à ces orientations nauséabondes, nous avons une toute autre conception de l'accueil, de l'égalité républicaine et de la solidarité entre les peuples.



Section de Champs-sur-Marne  
Le 20 décembre 2023  
pcf.champs77420@gmail.com

## Communiqué

### Non à la loi immigration Solidarité avec les migrants et les étrangers

Le 19 décembre 2023, main dans la main, le Gouvernement Macron, la droite LR, et l'extrême-droite de Marine Le Pen, ont finalisé et voté ensemble le texte de la honte.

Le projet de loi « immigration », porté par Gérard Darmanin, présente une liste de mesures plus indignes les unes que les autres, rappelant les idées les plus xénophobes du FN des années 80. Parmi les principales mesures, on trouve :

- La mise en place de quotas migratoires
- Les restrictions des APL, et des allocations familiales pour les étrangers
- La remise en cause du droit de sol
- Le durcissement du regroupement familial
- La déclaration de nationalité
- Le rétablissement du délai de séjour irrégulier
- La mise en place d'une caution pour les étudiants étrangers
- L'augmentation des frais d'inscription à l'université uniquement pour les étrangers
- Et enfin, la promesse d'une suppression de l'AME (Aide Médicale d'Etat)

Emmanuel Macron a été élu à deux reprises, en 2017 et en 2022, pour faire barrage à l'extrême droite. En 2023, il en est désormais le meilleur exemple. Acteur de l'affaiblissement du rempart républicain contre l'extrême-droite, Macron restera dans l'Histoire comme le Président qui aura porté les idées d'extrême-droite au pouvoir, en inscrivant dans la loi française la « préférence nationale ».

Cette loi a été présentée par Darmanin comme un moyen de lutter contre la délinquance, le terrorisme, l'islamisme. Ce faisant, le Gouvernement a repris à son compte le thème favori de l'extrême-droite, prenant pour cible les étrangers, et créant un amalgame abject entre immigration et délinquance. Cette loi généralise le soupçon et le harcèlement vis-à-vis des étrangers. Outre le fait de bloquer la parole raciale et xénophobe, elle aura pour seul effet de plonger de nombreuses familles dans la précarité et la pauvreté.

Avec cette loi indigne, c'est la République universelle, humaniste et fraternelle qui est attaquée. Ce sont les idéaux d'égalité, de solidarité, de défense des droits de l'homme et des droits de l'enfant, qui sont bafoués.

Les communistes de Champs-sur-Marne tiennent à réaffirmer leur opposition totale à cette loi discriminatoire, raciste et xénophobe. Nous défendons une solidarité sans faille avec les personnes migrantes et les étrangers. Nous défendons aussi le droit d'asile et des conditions dignes pour l'accueil des exilés, la régularisation des sans-papiers, l'égalité des droits pour tous et le droit de chacun à vivre en famille.

Loin de nous résigner face à la banalisation et la progression des idées d'extrême-droite, nous appelons à soutenir toutes les initiatives et actions contre l'application de cette loi de stigmatisation des étrangers.

Section PCF de Champs-sur-Marne



### NON A LA LOI IMMIGRATION ! MOBILISATION !

Hier a été votée une loi raciste, xénophobe, qui va priver de droits et empiéter les conditions de vie de milliers de personnes d'origine étrangère vivant en France - y compris en situation régulière.

La loi immigration du 19 décembre 2023 durcit les conditions d'accueil et les procédures à l'égard des étrangers en France. Elle restreint leurs droits aux aides publiques, réduit leurs chances de naturalisation et d'intégration. Pourtant, la violence et les obstacles - sociaux, économiques, psychologiques - qu'imposent les familles et individus quittant leur pays pour s'installer en France sont déjà forts - avec notamment la remise en cause du « droit au sol » pour les enfants nés en France. Cette loi ne fait qu'empiéter les choses, loin de nos idéaux humanistes, universalistes et républicains.

Plus encore, ce texte, basé sur une rhétorique d'extrême droite, signe une victoire idéologique du FN. Après des mois d'offensive médiatique, Marine Le Pen, Zemmour et autres racistes parvenant donc à obtenir ce qu'ils voulaient : qu'une majorité de l'avis politique se soumette à leurs envies et reprenne leur programme. Il reprend l'argumentation immonde traçant une ligne entre les nationaux et les étrangers, et présentant ces derniers comme un danger.

Ses seuls effets seront donc de livrer des milliers de familles à la précarité et la violence, et de normaliser le racisme et la xénophobie.

Déjà, les syndicats et les partis de gauche appellent à résister et se mobiliser contre cette loi indigne. Des présidents d'université dénoncent le durcissement de l'accueil d'étudiants étrangers. Le monde de la santé s'inquiète de la remise en cause de l'AME (aide médicale d'Etat). De nombreuses personnalités du monde des arts et de la culture s'offusquent du recul de civilisation. Des collectivités territoriales - 20 départements, la mairie de Paris et d'autres - se refusent par avance d'appliquer cette loi (si toutefois elle était appliquée) : il est encore temps pour le président Macron de renoncer à la promulguer ! Des membres même de la majorité macroniste font objection, tant le réformisme est socialement.

Les communistes de la section de Chelles-Vignes-Brou-Courty s'opposent à cette loi, et condamnent la position de ceux qui font volte-face. Nous affirmons notre solidarité avec toutes les personnes venues s'installer en France après avoir dû quitter leur pays, sans distinction d'origine, de religion, de couleur de peau, et affirmons l'universalité des droits humains !

Nous serons mobilisés pleinement durant les actions contre cette loi et appelons chacun à résister avec nous.

La section PCF de Chelles,  
Le 20 décembre 2023

## ISRAËL / PALESTINE

Les alarmes impérieuses et nombreuses lancées par les agences de l'ONU et les ONG sur l'effondrement humanitaire, sanitaire, alimentaire à Gaza qui menace l'existence des 2,4 millions de Gazaouis ne sont pas entendues par le gouvernement suprémaciste de Benyamin Netanyahou qui poursuit les massacres de masse, les crimes de guerre, les déplacements forcés et les expulsions de populations. C'est la réalité des opérations de l'armée israélienne à Gaza comme à Jérusalem-Est. En Cisjordanie, l'armée et les colons d'extrême droite arrêtent, expulsent violemment les civils palestiniens. Le PCF affirme sa solidarité avec toutes les forces progressistes palestiniennes et israéliennes qui luttent pour une solution de paix dans la justice

→ [lire la déclaration du conseil national du PCF du 10 décembre 2023](#)

et le droit. Le PCF exige un cessez-le-feu immédiat et permanent et une série de mesures urgentes.

Après les manifestations des familles des otages exigeant de Netanyahou un accord pour la libération de leurs proches, sur fond de l'annonce faite par l'armée israélienne ayant tué par erreur trois détenus israéliens à Gaza et deux mois après le début du conflit, rares sont les voix pacifistes israéliennes à pouvoir se faire entendre en Israël. Mais pour la première fois, une cinquantaine de personnes ont pu manifester à Tel-Aviv sans être dispersées ou interpellées par la police.

Le PCF appelle à participer à toute manifestation allant dans le sens de la déclaration du Conseil national.



**Retour de l'initiative de la ville de Champs-sur-Marne, sa maire Maud TALLET et Daniel ALARCON-MUSCAT, le 12 décembre avec l'organisation d'un ciné-débat autour du film documentaire YALLAH GAZA.**

Merci au réalisateur Roland NURIER pour son témoignage précieux sur la vie quotidienne des deux millions de gazaouis, victimes d'un blocus inhumain et injuste depuis 2007. Le débat captivant qui a suivi la projection a permis d'apporter des éclairages sur les conditions de survie effroyables que connaissent les palestiniens de Gaza, depuis les actes terroristes du Hamas du 7 octobre 2023 et le début des bombardements de masse par l'armée israélienne, qui s'apparentent à des crimes de guerre. A cette occasion, Maud TALLET a rappelé l'attachement de la ville à l'exigence de Paix et au respect du droit

international, tout en insistant sur la nécessité de réinvestir le débat d'idées pour élever les consciences.

La présence de l'Union Juive Française pour la Paix a permis d'expliquer ce qu'est le sionisme – un projet colonial – qu'il est légitime de critiquer, l'amalgame antisémitisme = antisémitisme apparaissant comme un non-sens historique. Enfin, des pistes d'actions concrètes ont pu être évoquées, notamment à partir de l'expérience des associations de solidarité présentes, dont l'Association Mytrienne France Palestine Solidarité.



## Marianne MARGATE notre sénatrice , une autre voix au Sénat



### ENVIRONNEMENT – DECHARGES

Il faut dénoncer une situation inacceptable dans le nord de la Seine-et-Marne : l'implantation massive et disproportionnée de décharges. Incroyable mais vrai : 80% des déchets inertes de l'Île-de-France

atterrissent chez nous ! Le plan de prévention et de gestion des déchets de la région, censé équilibrer la situation, est clairement bafoué.

### COMMUNIQUE TRANSPORTS DU QUOTIDIEN

**Contrat de Plan État-Région : Un pas en avant qui en appelle d'autres.**

Aujourd'hui, le Conseil Régional d'Île-de-France a voté le Contrat de Plan État-Région (CPER), attendu depuis 2020. Ce document, bien que provisoire, esquisse les contours du futur volet mobilités, dont le vote final est prévu pour l'été 2024 - avec un retard de quatre ans.

Je salue la mobilisation du collectif Stop Galère, notamment relayée par les élus communistes, ainsi que le collectif d'usagers de la ligne P dont l'action déterminée a permis l'inscription dans le CPER de l'électrification de la ligne P entre La Ferté-Milon et Meaux.

Néanmoins je regrette notamment l'absence de plans pour la réouverture de la ligne ferroviaire entre Coulommiers et La Ferté-Gaucher. Une telle

initiative aurait été un signal fort en faveur des usagers et du fret ferroviaire, essentiel à l'atteinte des objectifs en matière climatique et du développement économique des territoires.

Aussi, nous ne pouvons ignorer le décalage criant entre les déclarations du Ministre des transports au Sénat et le montant bien insuffisant qu'il apporte au financement de ces projets.

En Seine-et-Marne, l'état déplorable des RER et Transiliens exige un vrai plan de développement pour rectifier leurs dysfonctionnements qui mettent dans la galère des milliers d'usagers chaque jour.

Je resterai extrêmement vigilante quant à la mobilisation des financements pour mettre en œuvre ces projets dans les meilleurs délais.

### CRISE SANITAIRE EN SEINE-ET-MARNE : L'URGENCE D'AGIR

Nous sommes confrontés à une désertification médicale inquiétante en Seine-et-Marne. Dès 2008, le CODERPA avait alerté sur cette situation critique. Malgré l'augmentation de la population, notre département est désormais 96ème sur 101 en termes de densité de médecins. Pire encore, pour les généralistes, nous sommes 99ème ! En dix ans, alors que la densité médicale nationale augmentait de 19 pour 100 000 habitants, elle a chuté de 14 chez nous.

**Manque criant de professionnels de santé :**

Pour offrir un niveau de soins équivalent à la moyenne nationale, 4 608 médecins généralistes ou spécialistes seraient nécessaires. Actuellement, nous n'en avons que 2 858. Ce déficit est encore plus marquant dans des spécialités critiques comme la gériatrie, la pédopsychiatrie, et les soins palliatifs.

**Conséquences sur l'espérance de vie :**

Cette pénurie a un impact direct sur la santé de nos concitoyens. La Seine-et-Marne figure parmi les départements avec la plus faible espérance de vie, aux côtés de la Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise.

**Absence de centre hospitalier universitaire :**

Notre territoire, malgré sa population croissante de près de 1,5 millions d'habitants, ne dispose d'aucun Centre Hospitalier Universitaire (CHU). Ceci est inacceptable pour un département qui représente la moitié de la surface de l'Île-de-France.

**Le Plan Régional de Santé : insuffisant :**

Le Plan Régional de Santé Île-de-France (PRS IDF) prévoit des mesures inadéquates face à l'ampleur de la crise. Pire, il envisage des reculs inacceptables,

comme la réduction des services de SMUR, notamment pédiatriques, malgré une natalité

### **Je demande au Ministre de la Santé :**

**Un plan d'urgence global de santé basé sur les besoins réels**, utilisant les cotisations sociales pour élever le niveau de santé publique en Seine-et-Marne.

- La création d'un CHU dans notre département, essentielle pour une population d'1,5 million

### **BUDGET DE CASSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

Loin des urgences, un budget de casse de la Sécurité sociale pour 2024 !

Comme tous les membres de mon groupe, j'ai voté contre ce budget qui met à mal la Sécurité Sociale.

Dans notre département, en Seine-et-Marne, la casse du système de santé est flagrante. Le manque de médecins généralistes, de structures de pédo-psychiatrie, et l'absence d'un Centre Hospitalier Universitaire sont des problèmes criants alors que nous sommes près de 1,5 millions d'habitants et représentons la moitié de la surface de la région Île-de-France.

#### **Notre combat au Sénat**

- Nous avons, à chaque étape de la discussion parlementaire, fait des propositions pour relever les défis en matière de santé publique. Malheureusement, ni la droite sénatoriale, ni le gouvernement n'en ont tenu compte.
- Avec mes collègues du Groupe CRCE-K, je continuerai à porter ces propositions avec les citoyens, les syndicats, et les associations de nos

#### **Nos propositions ignorées**

Nous avons proposé de nouvelles recettes :

1. Lutte contre la fraude aux cotisations patronales. (8 milliards)
2. Taxation des bénéfices record des entreprises. (40 milliards)
3. Taxation des superprofits. (10 milliards)
4. Égalité salariale entre femmes et hommes. (5 milliards)
5. Révision des exonérations de cotisations sociales. (87,9 milliards)

Ces propositions ont été rejetées par le gouvernement et la majorité sénatoriale qui continuent de privilégier les politiques d'austérité.

#### **Rejet des propositions essentielles**

Nos propositions pour réguler l'installation des médecins dans les déserts médicaux et prévenir les ruptures de médicaments ont également été ignorées.

### **TRANSPORTS DU QUOTIDIEN**

#### **Non à la fermeture ligne SNCF Provins-Villiers-Saint-Georges !**

La ligne Provins-Villiers-Saint-Georges est essentielle, non seulement pour l'économie locale avec le transport de céréales par Cérésia (50 000 tonnes/an), mais aussi pour le patrimoine culturel et

significative.

d'habitants.

- L'amélioration et la pérennisation des centres de santé existants.
- La promotion et le développement de nouveaux centres de santé polyvalents, notamment dans les zones les plus touchées, en accord avec les déclarations de l'ARS Ile-de-France.

territoires pour les voir aboutir.

#### **Les faits marquants de ce budget**

- Réduction des dépenses sur le dos des assurés sociaux et des patients.
- Objectif de dépenses de santé en progression de 3,2% quand les besoins progressent de 4% chaque année.
- Augmentation des dépenses de l'Assurance maladie quasi nulle, avec une inflation prévue à 2,6% en 2024.
- Le gouvernement exige des économies des hôpitaux sans résoudre les pénuries de médicaments et les déserts médicaux.

#### **Une contre-réforme des retraites problématique**

- La contre-réforme des retraites, présentée par le gouvernement comme une solution pour équilibrer les comptes, se traduira par une aggravation du déficit de la branche vieillesse de 12 milliards d'euros en 2027.

#### **Le futur du PLFSS 2024**

Le gouvernement compte utiliser le 49.3 pour faire passer le PLFSS 2024 à l'Assemblée nationale, privant ainsi les députés d'un vote démocratique.

Les sénatrices et sénateurs du groupe Sénateurs Communistes Républicains Citoyens et Écologistes-Kanaky ont voté contre ce PLFSS 2024, refusant de cautionner un budget qui ne répond pas aux besoins de notre système de santé et de nos citoyens.

touristique, grâce à l'Association de jeunes pour l'exploitation de chemins de fer (AJECTA) et son musée vivant du chemin de fer de Longueville.

La fermeture annoncée par la SNCF entraîne de

sérieuses conséquences :

- **Augmentation du trafic routier** : Des centaines de camions supplémentaires circuleront, aggravant l'empreinte carbone et la dégradation des routes.
- **Perte économique et culturelle** : La Communauté de Communes du Provinois a investi 200 000 € dans un projet de train touristique, menacé aujourd'hui.
- **Coûts environnementaux** : La fermeture de cette ligne va à l'encontre des objectifs de réduction des émissions de CO2 et du développement du transport ferroviaire de fret.
- **Enjeu de la réhabilitation**  
La rénovation nécessaire de la ligne, estimée à 2 millions d'euros par la SNCF, est minime comparée

aux coûts environnementaux et économiques de sa fermeture.

- **Appel à l'action**

Le Gouvernement doit agir en accord avec ses engagements sur le climat et la revitalisation des petites lignes ferroviaires. Nous demandons une action rapide pour la réouverture de cette ligne, essentielle pour l'avenir économique, environnemental et touristique de la Seine-et-Marne.

- **Mobilisation**

Je me joins aux nombreux élus, dont le maire de Villiers-Saint-Georges et le maire de Provins, pour demander au ministre délégué des Transports : Quelles mesures concrètes l'État envisage-t-il avec les acteurs concernés (SNCF, région Ile-de-France, Cérésia, AJECTA) pour une réouverture durable de cette ligne vitale ?

## LOGEMENT SOCIAL EN FRANCE : UNE URGENCE IGNOREE

En 2021, l'objectif était de 250 000 logements sociaux en 2 ans. Aujourd'hui, fin 2023, on constate un échec flagrant. La réalité ? Plus de 300 000 personnes sans-abri, dont 3 000 enfants, 2,4 millions en attente d'un logement social, et 4 millions de mal logés.

- **Ces chiffres ne sont pas que des statistiques, ils parlent de détresse réelle**, de la précarisation croissante et de l'exclusion sociale. Là où il devrait y

avoir une solidarité nationale, on trouve un abandon progressif.

- **Notre engagement est clair : contrer ce déclin.** Il ne s'agit pas seulement de construire des logements, mais de garantir la dignité, la sécurité, et le droit à un foyer pour tous. Les solutions existent : soutien accru aux bailleurs sociaux, contrôle des plus-values immobilières et des loyers, et une rénovation énergétique ambitieuse.

## TRANSPORT D'URGENCE

J'ai interrogé le gouvernement sur le transport d'urgence dans le Nord-Ouest Seine-et-Marnais. Cette zone, peuplée de plus de 60,000 habitants, est proche de plusieurs hôpitaux situés dans des départements limitrophes, mais les victimes sont souvent acheminées vers des établissements éloignés en raison de sectorisations inadaptées. Un exemple frappant est celui de Mitry-Mory. Lors d'une urgence, les pompiers doivent faire appel au SMUR de Meaux et transporter les victimes à l'hôpital de Jossigny, situé à plus de 30 km, alors que l'hôpital Ballanger de Villepinte en Seine-Saint-Denis est à seulement 10 km. Cela entraîne des retards critiques dans la prise en charge, une absence de prise en compte des choix des victimes et une mobilisation inutile des ressources de secours. De nombreux élus, ainsi que des représentants des hôpitaux et des services d'incendie et de secours, soutiennent l'idée que les victimes devraient être transportées vers l'hôpital le plus proche. Cette approche est déjà appliquée à Paris. Notre objectif principal doit être de sauver des vies, sans être limité par des frontières administratives incohérentes et un regroupement d'hôpitaux qui éloigne l'offre de soins des citoyens.

## PLEINE SOLIDARITÉ AVEC LES SALARIÉS EN LUTTE D'APTAR SEAQUIST CLOSURES



Située à Poincy, près de Meaux, ils fabriquent des emballages en plastique pour des cosmétiques et des détergents. Ils protestent contre un PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) au rabais qui vient s'ajouter à la destruction de leurs emplois.

## En direct du Sénat avec Marianne

🏠 45 M€ pour le logement social des étudiants. **Amendement adopté** contre l'avis du gouvernement et la droite sénatoriale !

👤 35 millions € supplémentaires pour 2000 places afin d'assurer l'hébergement des femmes victimes de violences. **Amendement adopté** contre l'avis du gouvernement et la droite sénatoriale.

🏠 6 000 nouvelles places d'hébergement ! **Amendement adopté** contre l'avis du gouvernement et la droite sénatoriale !

🏢 Le gouvernement refuse la conditionnalité des aides versées aux entreprises qui perçoivent 160 Mds€ chaque année

## STOP GALÈRE - RETOUR SUR LA JOURNÉE DU 7 DÉCEMBRE

Temps d'attente insupportables, rames et bus bondés, galères quotidiennes, tarifs en hausse... rien ne va plus dans les transports en commun ! Nous refusons de voir les transports publics franciliens s'effondrer : les usagères et usagers ont le droit à des transports de qualité, fréquents et accessibles. C'est une exigence sociale et climatique. Mobilisons-nous !

### Je veux des transports de qualité, je soutiens :

- Le retour réel à 100 % de l'offre de transport et son augmentation au-delà ;
- La recherche de nouvelles sources de financement des transports qui épargnent les usagers et revenir à des tarifs acceptables ;

- L'abandon de la privatisation de la RATP et de la SNCF ;
- La revalorisation salariale et un plan de recrutement massif de conducteurs et conductrices de trains, RER et de bus sous contrat public ;
- L'augmentation de la présence humaine dans les gares SNCF du premier au dernier train ;
- L'augmentation des investissements pour moderniser le réseau et le matériel roulant ;
- La mise à l'étude de nouvelles lignes de transports pour proposer à un grand nombre de Franciliens des alternatives crédibles à l'automobile dans un contexte d'urgence climatique.

Déjà 60 000 soutiens la bataille continue, [signez la pétition !](#)



## MISSAK MANOUCHIAN ET MÉLINÉE MANOUCHIAN

Le 5 février, une soirée d'hommage introduite par Fabien Roussel sera organisée au siège du PCF à partir de 19h. Plus de précisions vous seront communiquées ultérieurement.

Le 21 février, notre parti souhaite accompagner la panthéonisation. Cependant, Emmanuel Macron veille lui-même à l'organisation de l'événement et nous disposons à cette heure de bien peu d'informations (ni l'heure ni le trajet suivi ne nous sont connus). Nous proposons donc d'élargir la mobilisation communiste aux mardi 20 et mercredi 21 février. Un binôme paritaire pourrait représenter chaque fédération afin de donner une couleur nationale à l'hommage des communistes. Nous

construisons le programme des initiatives du 20 février dès à présent : celles-ci nous amèneront à rendre un hommage au cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine (dans lequel les Manouchian sont enterrés) puis, à Paris dans les lieux attachés à cette mémoire (la rue du Groupe Manouchian du 20<sup>e</sup> arrondissement et le cénotaphe aux FTP-MOI du Père-Lachaise inauguré par Georges Marchais en présence, notamment de Mélinée Manouchian et Paula Epstein) et, enfin, pour l'essentiel, au siège national pour des rencontres culturelles et politiques. La fédération a commandé 12 panneaux leur rendant hommage ainsi qu'au groupe Manouchian et au réseau FTP-MOI. Elle sera exposé au siège de la

fédération dès réception jusqu'en mars. Cette période sera propice à prévoir des événements autour des résistant-es communistes étranger-es lié-es à nos territoires. Les mesures graves et lourdes prises par le gouvernement à propos des immigré-es les rendent d'autant plus nécessaires.

Nous tenons également à te signaler la rencontre organisée par la Fondation Gabriel-Péri le 9 février à partir de 14h au Sénat autour de l'Affiche rouge et des FTP-MOI. Inscription pour participer à Paris ou par visioconférence [inscription@gabrielperi.fr](mailto:inscription@gabrielperi.fr).



## RETOUR SUR LE REPAS FRATERNEL DE FIN D'ANNÉE



Ce repas fraternel de fin d'année devient une tradition où il fait bon se retrouver avec une centaine de camarades au siège de la fédération après une année 2023 très dure, la réforme de la retraite, de la formation professionnelle, la poursuite de la casse de nos services publics, l'inflation due pour moitié à la rente des dividendes selon un rapport du FMI, la stagnation des salaires et des pensions, la loi immigration, ... les guerres aux quatre coins du monde avec la vengeance sans discernement de Netanyahu sur le peuple de Gaza et de Cisjordanie suite aux actes terroristes du Hamas du 7 octobre.

Mais il y a eu une belle victoire avec l'élection de Marianne Margaté comme sénatrice, renforçant ainsi notre groupe au Sénat et retrouvant une parlementaire communiste en Seine-et-Marne.

Nous avons eu le plaisir d'avoir la présence de Ian Brossat, nouvellement élu sénateur de Paris, qui avec Marianne ont pu échanger avec nos camarades sur les travaux du Sénat et de l'actualité.

2024, année des élections européennes sera l'occasion de poursuivre la mise en avant de nos idées et de les confronter pour les faire partager et les enrichir avec d'autres forces politiques et le mouvement social.

Je tiens à remercier également celles et ceux qui ont participé à l'organisation de cette journée avec la mise en place de la salle, l'équipe en cuisine ainsi que nos camarades et amis qui ont animé par leur présence la partie culturelle : Pascal Barras avec l'exposition Résister de l'Amicale de Chateaubriant, Alain Guillo éditeur indépendant Un Point C'est Tout et Gérald Desplancques artiste peintre (marxiste) dont une de ses œuvres est exposée au siège.

**Santé, solidarité et paix pour 2024**

